

UNE PUBLICATION DE LA COLLECTION « HISTOIRE » DE LA SAVSA (2 TOMES)

SAINT-ANTONIN, VILLE PROTESTANTE

C'est le 400^{ème} anniversaire du siège de Saint-Antonin par Louis XIII qui nous a mis en mouvement pour cette double publication (qu'on peut acheter en ligne...).

Pour la compréhension de ce moment de notre histoire, d'abord. Certes, ce

siège, deux semaines dramatiques de juin 1622, avait été raconté par Jean Donat dans le bulletin paroissial où il publiait son travail d'historien (on le réédite ici dans le tome I). Et d'autres saint-antoninois avaient aussi publié leur récit, Michel Ferrer en 2005, Jean-Baptiste Fol en 2018.

Mais il manquait une mise en perspective, le recul des historiens. Nous avons donc convié cinq d'entre eux, universitaires pour la plupart, à exprimer dans un colloque, organisé à Saint-Antonin le 22 juillet 2022 avec l'aide de Jean-Pierre Amalric, leur vision du contexte européen de cette affaire (Yves Krumenacker), de l'évolution du rapport de force entre catholiques et protestants en France au début du XVII^e siècle (Pierre-Jean Souriac), de la stratégie du parti protestant (Guy Astoul), du sort de Nègrepelisse avant Saint-Antonin (Georges Passerat), et du sens de la campagne de Louis XIII, à l'aube de notre monarchie absolue (Jean-Pierre Amalric).

COLLOQUE DU 400^{ème} ANNIVERSAIRE,
22 JUILLET 2022

SAINT-ANTONIN, VILLE PROTESTANTE
TOME 1

LE SIÈGE DE 1622



SOCIÉTÉ DES AMIS DU VIEUX ST-ANTONIN

COLLECTION : HISTOIRE

Nous publions aujourd'hui les actes de ce colloque, **tome 1** d'un ouvrage qui peut bien s'intituler, dans une collection « histoire », « *Saint-Antonin, ville protestante* ».

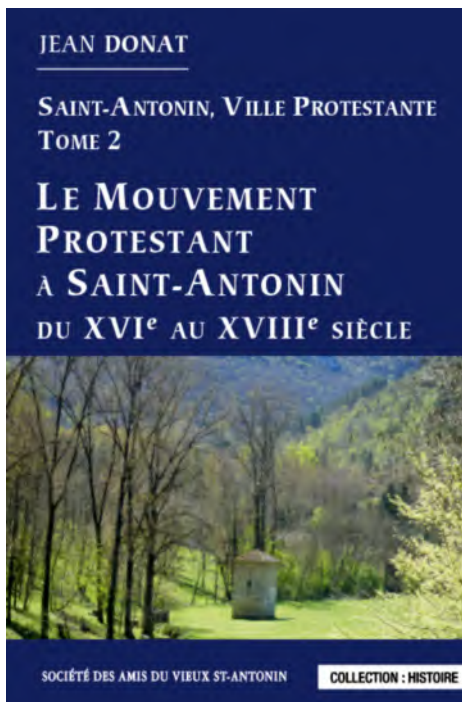
Le colloque avait commencé en situant ces conflits dans leur contexte européen, celui de la guerre de Trente ans, qui éclaire ce qui précède. Au début du XVII^e siècle, l'Europe de la Contre-Réforme pouvait prendre les apparences d'une coalition anti-protestante formée sous la bannière du Pape qui, des Provinces Unies à la Bohème, plaçait les protestants « sur la défensive » (Y. Krumenacker). Mais la religion est alors en Europe une affaire aussi politique. En Allemagne, depuis la paix d'Augsbourg, on doit avoir la religion de son Prince. La reconquête catholique, opérée notamment par les

Jésuites, cherche à influencer la politique des Princes.

Cette dimension politique teinte jusqu'à l'engagement des villes et des provinces, aux Pays-Bas notamment, tendant à la défense de leurs libertés et privilèges. Les alliances qui se nouent par delà les frontières s'affranchissent déjà des appartenances religieuses, même si les Etats restent liés à des majorités confessionnelles. Il faudra attendre le traité de Westphalie (1648) pour parler d'Etats-nations en Europe.]

Cependant, c'était aussi l'occasion de rééditer, dans un **tome 2**, l'étude que Jean Donat avait consacrée à l'histoire du « Mouvement protestant à Saint-Antonin » sur une période plus longue, du XVI^e au XVIII^e siècle.

D'abord publié dans les Annales du Midi, *Le Mouvement protestant et l'édit de révocation à Saint-Antonin* parut en 1932 aux Éditions Privat. Sa lecture permet d'en parcourir les grandes étapes et le destin tourmenté : l'explosion de la Réforme en 1561, les guerres de Religion, la pacification fragile permise par l'édit de Nantes, puis, bien sûr, le siège et ses conséquences, la montée de l'intolérance qui conduit à la révocation de l'édit de Nantes. Vient enfin le temps d'épreuves subies par les protestants : exil vers le Refuge, abjurations souvent forcées, culte clandestin du Désert, dernières persécutions en plein siècle des Lumières... Une lecture vivante et éclairante où s'affirment la rigueur de l'érudit et la sensibilité de l'historien. ■



Que disent de cette histoire les historiens d'aujourd'hui ?

Si on voit d'abord dans la campagne de Louis XIII dans les années 1620 la dernière de nos guerres de Religion, il faut regarder l'évolution du rapport de force entre catholiques et protestants, soixante ans après la Saint-Barthélémy. Certes, le parti protestant s'était organisé, sur le plan politique par ses Assemblées générales, sur le plan militaire avec les quelque 500 places fortes reconnues par l'édit de Nantes (1698) – dont celle de Saint-Antonin -, en partie financées par le trésor royal ; en 1621, après la révolte de l'Assemblée de La Rochelle, ce parti s'était donné, avec le duc de Rohan, un chef de guerre. Mais depuis l'assassinat de Henri IV, et la montée de la Contre-Réforme, le climat avait changé (P-J Souriac). Le parti catholique est incarné par un roi qui entend contrôler son royaume, et dispose de forces armées mieux organisées. Tandis qu'au sein du parti protestant, la pacification et la coexistence religieuses recherchées par l'édit de Nantes, longuement négocié, avait fonctionné. Même dans les places les plus fortes comme Montauban, il se divisait désormais entre les radicaux et les modérés – ceux qui voulaient sauver le bénéfice religieux de l'édit de Nantes, et les grands nobles qui avaient peu à peu « déserté la cause alors qu'ils avaient fermement soutenu Henri IV », renoncé, et finalement se soumettaient (G Astoul, qui situe la bascule en 1621). Dès la fin de 1622, la campagne de Louis XIII aboutit, dans la « déclaration de paix de Montpellier », à la perte par les protestants de 80 de leurs places de sûreté.

Cependant, on voit déjà là que c'est le sens même de l'affrontement qui a changé. Plus qu'une nouvelle guerre de religion, la campagne de Louis XIII contre les places fortes protestantes est un acte politique, voulu et assumé par la monarchie. Certes, la guerre civile du XVI^e siècle, « guerre de voisins », n'a pas été oubliée, par exemple par les localités catholiques voisines, Caylus, Villefranche ou Montricoux, que Saint-Antonin, ville protestante, « avait traitées bien aigrement » (citation par JP Amalric d'une source contemporaine inédite, « l'Histoire du Roy Louis XIII » de Charles Bernard, 1646). Mais on voit bien l'état d'esprit du roi de France devant Nègrepelisse et Saint-Antonin après la révolte du parti protestant de 1621 : jeune mais déterminé (affranchi des connétables, pas encore sous la coupe de Richelieu) ; chef de guerre qui conduit la campagne de 1622 après en avoir conçu le dessein politique ; soucieux d'imposer le respect de son autorité, au besoin par la plus grande violence, et de réduire les insoumissions déclarées, par la ruse ou par la force, tout en conservant le cadre de la coexistence religieuse construit par l'édit de Nantes (G. Passerat ; J-P Amalric). On voit les premiers pas de la monarchie vers l'absolutisme, alors théorisé en droit par Jean Bodin. Les conflits que connaît, entre 1620 et 1629, le Midi de la France sont plus politiques que religieux, liés à l'existence dans le royaume d'un groupe armé, organisé sur le plan politique et donc potentiellement menaçant face à une couronne travaillant au renforcement de son autorité (PJ Souriac). Dans ce Midi où on a même pu ressentir dans la campagne de Louis XIII un renouvellement de la présence royale qui l'écrase depuis le XII^e siècle (G Passerat). ■